



Assemblée Générale du 7 juillet 2010

Discours de Monsieur Michel Rodenbourg Président de la **clc** (version française)

Mesdames,
Messieurs,

Vous dire que notre pays se trouve dans une période très difficile n'est pas mon propos ce soir, vous le savez déjà car la plupart d'entre vous s'en sont rendus compte au vu de l'évolution de leurs affaires.

Il y a crise partout autour de nous, crise de l'Europe, crise de l'euro, sauf chez nous ou tout va presque bien.

Jacques Attali a écrit récemment : « Dans notre monde complexe les anticipations jouent un rôle déterminant /.../ Le pessimisme est révolutionnaire. Être pessimiste ne veut donc pas dire être résigné, au contraire ; cela implique d'être capable de faire l'analyse des menaces, de les comprendre, de les prendre au sérieux, et d'agir. »

Alors faisons cet exercice, anticipons : pour débiter nous allons tracer le cadre de ce que nous ne voulons pas : rester dans l'immobilisme et dans l'attente imaginaire de temps meilleurs, sans vision sur l'avenir et sur le devenir de notre pays et de notre société.

Pardonnez-nous pour notre franc-parler, mais nous sommes des entrepreneurs. Être entrepreneur dans l'âme et par vocation signifie : entreprendre, c'est-à-dire prendre des décisions.

J'ajoute que notre éthique du travail et notre enracinement dans l'histoire de ce pays nous rendent responsables et impliquent une approche de la solidarité, solidarité envers nos collaborateurs, solidarité envers nos clients et solidarité envers le devenir de notre pays.

C'est la raison pour laquelle nous avons toujours pratiqué une politique de la main tendue.

Mais aujourd'hui nous nous voyons confrontés à des blocages imposés par ceux qui s'opposent à tout changement et à toute interrogation, imperméable à toute critique. Il ne s'agit pas seulement de nos partenaires sociaux. Nous appelons à vous, Monsieur le Premier Ministre, mais aussi à tous les décideurs politiques, de nous rendre notre sourire et notre confiance en l'avenir.

Notre **compétitivité** part à vau l'eau.

VISIONS

C'est un refrain connu mais il est malheureusement d'une réalité complexe et difficile à appréhender, car la compétitivité est la conjonction de facteurs multiples.

La compétitivité, ce n'est pas exclusivement l'indexation des salaires, cette question, cet dogme qui échauffe les esprits.

La compétitivité c'est :

- l'évolution des coûts de notre main d'œuvre dans son ensemble, qui est devenue imprévisible, donc difficilement gérable, et totalement externe à tout concept de productivité,
- la structure de l'offre et des prix,
- l'accessibilité des zones de fourniture de services marchands,
- un marché de l'emploi sain avec des collaborateurs potentiels et bien formés
- des délais raisonnables et adaptés entre le moment où un entrepreneur décide d'investir et le moment où les autorisations administratives nécessaires à cette volonté deviennent d'application
- une stratégie d'aménagement du territoire au service d'une vision économique
- une amélioration indispensable de nos infrastructures routières...et je pourrais en citer d'autres.

Nos transports de personnes et de marchandises par route méritent mieux, je dirais même ce qu'il y a de mieux ! Deux secteurs moteurs de notre économie, ils ont bien mérité du pays en contribuant largement, depuis de décennies, tant à la richesse économique du pays qu'à la mobilité des personnes et des produits. Tirillées entre diverses institutions de tutelle et de contrôle manquant de coordination et d'une vision d'avenir, une nouvelle politique s'impose.

Dans ce cadre, il est plus qu'urgent de mettre toutes les énergies dont bénéficient vos services à ce que le centre logistique devienne une réalité. L'effet de levier pour l'économie en général dans le périmètre de celui-ci est fondamental.

Luxembourg pôle bancaire est une réalité, construisons l'autre réalité, celle de Luxembourg pôle de commerce. Grâce au soutien du Gouvernement nous récoltons aujourd'hui les premiers fruits de nos campagnes. Persévérons dans cette direction mais évitons de tomber dans les pièges de vouloir trop bien faire. Des projets tels que Livange provoquent une sur-offre et une fragilisation des commerces intra-muros, une des forces de notre offre commerciale. Favorisons le dialogue ! Il est manifeste qu'il faut repenser les grands équilibres de développement entre la ville et la campagne au vu de nouveaux modes de penser et de consommer. Cela nous semble la condition sine qua non au développement commercial et économique raisonné que nous appelons de nos vœux.

Donnons-nous les moyens d'intégrer tous ces aspects dans une vision, qui tient compte du fait que des investisseurs veulent s'établir chez nous et qu'en Grande Région nos concurrents ne dorment pas.

Travaillons aux cadres de soutien des services marchands B to B et B to C, et sachons soutenir ceux qui y sont et attirer ceux qui nous manquent.

DECISIONS

Sous peine de me répéter, le pire des problèmes que nous ayons à résoudre : ce n'est ni la compétitivité ni d'autres épiphénomènes socio-économiques, mais cette incapacité à prendre des décisions et cette manie à tout discuter jusqu'à ce qu'il n'en demeure plus rien. Réduire les problèmes au plus bas dénominateur commun, c'est se condamner à la paralysie.

Nous voulons passer d'une démocratie d'opinion et de consensus à une démocratie agissante, qui reflète la volonté des forces vives de la nation afin de construire un projet de destin au-delà des clivages partisans.

Monsieur le Premier Ministre, il y a de cela quelques années vous disiez : « Schluss mat der Spassgesellschaft »

Alors prenons les décisions qui s'imposent et n'attendons pas que la prochaine échéance en automne nous rattrape. « Mir machen gaeren Neel mat Kaep »

En matière d'aménagement industriel et commercial du territoire, donnons-nous les moyens de mettre au point rapidement une « road map » incluant bien-sûr ce centre de logistique qui tarde cruellement.

Le bus est et demeurera le pilier du transport en commun au Luxembourg. L'État doit prendre garde dans le cadre de sa politique d'austérité à ce que dans le domaine du transport public les économies ne soient pas faites au détriment de l'attractivité. De plus, tous les opérateurs privés et publics doivent être mis sur un même pied d'égalité, suivant leurs charges et leurs exploitations.

Un choix stratégique s'impose : simplification administrative versus réforme pure et simple, à la place de grandes déclarations d'intention. Dans la réalité d'un entrepreneur ou d'un investisseur, les délais coûtent forts chers en termes financiers et en termes de positionnement face à une concurrence disposant d'arguments autrement plus pointus que ceux offerts par le cadre administratif local.

Notre engagement envers le développement durable est sans faille, mais nous ne voulons plus demeurer sous le ban des obsessions écologiques et communautaristes à la merci de sensibleries mal interprétées et d'égoïsmes locaux.

Nous ne voulons pas l'aumône, ce que nous demandons : changeons de paradigme dans ce pays, Alexis de Tocqueville dans son célèbre paradoxe faisait remarquer il y a plus de 150 ans de cela, que plus on est riche plus on a peur de perdre cette richesse pour enfin de compte devenir léthargique et se réfugier dans l'individualisme.

Il faut prendre ses distances par rapport à cette chasse effrénée à l'avantage acquis et redescendre sur terre pour remarquer que dans notre monde rien n'est jamais acquis, vérité que nous entrepreneurs pratiquons depuis fort longtemps.

Monsieur le Premier Ministre, ce pays est face à des choix, choix profonds qui devront lui rendre la place qu'il mérite, choix déterminants car la mise en place d'une politique de relance économique devra s'appuyer sur les racines profondes de notre culture, le commerce et les services. Nous sommes prêts à réfléchir avec votre équipe sur une prospective opérationnelle tenant compte non seulement des intérêts de nos membres, mais également d'une vision de l'économie marchande et de services intégrés dans la Grande Région qui puisse valoriser nos acquis et notre expérience.

Rendons l'optimisme et la confiance au pays. Ce serait dommage si nous devions nous préparer à des temps plus durs, à une mer plus agitée ou le consensus ne se fera plus autour d'une table de dialogue mais dans la rue. Nous pratiquons une politique du dialogue et de la main tendue. Faisons qu'elle devienne réalité et qu'elle contribue au bien-être de tous ceux qui vivent dans ce pays et qui y travaillent.

C'est en ce sens que nous remercions chaleureusement Madame Françoise Hetto pour la courageuse décision de prolonger les heures d'ouverture les samedis en espérant qu'à ce signal fort d'autres suivront.

Nous soutiendrons, comme nous l'avons toujours fait, mais d'un œil attentif, l'équipe de notre Premier Ministre auquel nous souhaitons l'inspiration et le courage nécessaire en ces temps difficile afin de guider le navire Luxembourg vers des eaux plus sereines.